

Introduction

Nadine VIVIER

Quels furent les hommes et les femmes activement impliqués dans l'introduction de nouvelles méthodes agricoles? La question ne se posait guère à l'historien tant la réponse semblait évidente. Seuls ceux qui détenaient la terre et les capitaux, autrement dit les grands propriétaires, étaient considérés comme ayant les capacités d'agir. Les paysans eux, étaient si englués dans leur routine qu'ils ne pouvaient rien modifier. Les choses étaient-elles aussi simples? Si les historiens sont bien conscients aujourd'hui du caractère partial et faux de l'image traditionnelle des paysans, ils ne s'accordent pas sur le rôle joué par les grands propriétaires, ils débattent encore sur les modalités de déclenchement des transformations, sur les personnages ou les forces qui en sont à l'origine. Plutôt que de définir une élite et de voir son action, nous avons ici adopté une démarche inverse, plus neuve, qui s'est révélée judicieuse. Qui compose le groupe minoritaire des personnes œuvrant en faveur d'une amélioration des productions? Il s'agit donc de définir quels sont les membres de cette élite du progrès et de comprendre ses motivations: étaient-elles économiques, intellectuelles ou bien encore sociales?

Le Laboratoire d'Histoire Anthropologique du Mans, intégré depuis lors à l'équipe du Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO – UMR 6258) a décidé de lancer une recherche sur ce sujet. Le terme de progrès est certes connoté, il renvoie aux idées de « l'ère des Lumières » et du XIX^e siècle; il inclut aussi bien les améliorations de la production agricole que celles de la productivité de la main-d'œuvre et de ses conditions de vie. Même si cette notion de progrès s'est enrichie au cours du XIX^e siècle, si elle est devenue plus exigeante dans son contenu théorique, elle n'est pas une notion étrangère aux siècles précédents. Dès le XVI^e siècle (sans préjuger des siècles antérieurs qui sont ici hors de notre champ de recherche), des propriétaires et cultivateurs se préoccupaient d'améliorer leur domaine. La notion de progrès se révélant acceptable pour toute la période du XVI^e au XX^e siècle, une enquête collective sur ce thème fut décidée. Les chercheurs du Mans travaillaient sur la France. Une ouverture internationale semblait

indispensable dans le but de confronter des traditions historiographiques différentes. Grâce aux sessions organisées au sein des conférences de l'European Social Science History en 2006 à Amsterdam puis en 2008 à Lisbonne, d'autres chercheurs spécialisés sur ce sujet, nous ont rejoints¹. L'aire géographique concernée s'est ainsi élargie aux pays où s'impose un cadre de pensée analogue ou du moins comparable, donné par les mêmes théories sociales et économiques. Elle englobe l'Europe occidentale et centrale ainsi que les colonies européennes d'Amérique : États-Unis, Canada et Mexique où les modèles britannique et espagnol furent prédominants. Nous avons réuni et discuté treize textes qui jettent chacun un éclairage sur ce sujet très vaste dans le temps et dans l'espace.

Ce large champ géographique et chronologique ne disperse pas l'attention, au contraire ces études bien ciblées sur une question précise – qui est agent du progrès agricole –, jettent un éclairage neuf qui permet de découvrir des similarités inattendues du comportement entre les pays et une évolution à travers les siècles. Pour mieux apprécier la lecture des études, il est bon d'avoir en tête les *a priori* des historiens qui nous ont précédés.

L'historiographie des élites

Les travaux ont été nombreux, surtout sur le rôle culturel et politique. En revanche, le rôle des élites dans la modernisation agricole n'a pas fait l'objet d'études approfondies, tant les idées reçues étaient fortes. Une comparaison internationale montre d'importantes disparités, d'un pays à l'autre, en fonction du contexte politique. Deux grands courants existent, l'un détracteur des élites et l'autre laudateur. Au milieu du XVIII^e siècle, les Physiocrates et les autres économistes de l'époque des Lumières, comme les caméralistes allemands, ont vanté le modèle anglais des grands domaines, voie obligée vers le progrès agricole ; ils estimaient que seuls les grands propriétaires étaient capables d'introduire les innovations, grâce à leur savoir et leurs capitaux. Cette représentation d'un mouvement de descente du progrès vers les masses grâce à l'action des notables a été très largement répandue en Angleterre, en France et en Allemagne ; bien que discutée, elle est restée vivace jusqu'à nos jours en France².

1. En 2006, session organisée par Nadine VIVIER avec Laurent BOURQUIN, Stefan BRAKENSIEK et Richard HOYLE. En 2008, session organisée par Nadine VIVIER. Présidée et discutée par Richard HOYLE, elle réunissait les présentations de Ursula SCHLUDE, Alejandro TORTOLERO, Daniel SAMSON, Andrés VÁRI ; et Nadine VIVIER présenta les premières conclusions afin de les soumettre à la discussion.

2. Les travaux de Maurice AGULHON ont beaucoup contribué à son regain d'audience ces dernières décennies. Voir la discussion actuelle dans *La politisation des campagnes au XIX^e siècle*, Coll. École française de Rome, 274, 2000.

À l'inverse, les grands propriétaires ont été tenus pour responsables du retard économique dans les pays où dominaient les latifundia et l'analphabétisme des paysans : Italie, péninsule ibérique et Amérique latine. Là, les grands propriétaires du XIX^e siècle ont d'abord été vus par leurs contemporains soit comme des agents d'innovations, et les exemples les plus célèbres en sont les comtes de Cavour et Jacini, soit comme une classe passive, archaïque. Dès le début du XX^e siècle, surtout après la création des partis communistes, ils ont été considérés comme des obstacles majeurs au progrès, aussi bien par les historiens que par l'opinion publique. La responsabilité de l'aristocratie était réputée d'autant plus grande qu'elle entraînait le retard global de l'économie ; cette réflexion se déroulait sur fond d'agitation dans les campagnes pour obtenir une réforme agraire (Prusse orientale et Italie en 1919). Ces revendications ont réussi en Espagne où la Seconde République a dépossédé les grands propriétaires (voir le texte de Juan Carmona dans ce volume). Au Mexique, les historiens ont même vu dans le système du grand domaine, l'hacienda, une cause essentielle de la révolution (texte de Alejandro Tortolero dans ce volume).

Les recherches aujourd'hui sont plus nuancées, elles aboutissent à des conclusions modérées ou même restent interrogatives. Elles attachent beaucoup plus d'importance aux paysans, et aux individus plutôt qu'aux classes sociales. De plus, les historiens essaient de s'affranchir un peu mieux des considérations politiques et de conduire leurs recherches sans *a priori* sur les conclusions, en se basant uniquement sur les documents écrits. Le renouveau de ces études doit beaucoup au mouvement récent des idéologies et à la réflexion sur le modèle anglais qui perd aujourd'hui son statut de modèle unique de développement, ce qui amène à reconsidérer d'un œil neuf le processus de transformation¹.

En France, il y a eu de nombreuses monographies sur des membres de l'élite², mais si nous considérons seulement les réflexions sur la notion d'élite, les travaux récents portent essentiellement sur les élites du pouvoir et de la fortune, donc les élites urbaines. Toutefois, les Journées de Flaran en 2005 furent consacrées aux élites rurales, entendues dans le sens d'un groupe social intermédiaire entre la paysannerie et l'aristocratie. Les travaux ont abouti à « définir les élites rurales comme un groupe à attaches rurales prioritaires, en situation de supériorité économique [... ce qui] se

1. Voir Patrick O'BRIEN et Caglar KEYDER, *Economic growth in Britain and France 1780-1914: two paths to the twentieth century*, London, Boston, Sydney, G. Allen and Unwin, 1978.

2. Par exemple, sur l'aristocratie possédant de grands domaines, Jean DUMA, *Les Bourbon-Penthièvre (1678-1793) : une nébuleuse aristocratique au XVIII^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995 ; François Lalliard, *La fortune des Wagram*, Paris, Perrin, 2002 ; sur l'élite des producteurs : Jean-Marc MORICEAU, *Les fermiers d'Île-de-France, l'ascension d'un patronat agricole, XV^e-XVIII^e siècles*, Paris, Fayard, 1994.

traduit par l'exercice d'une influence sociale très largement comprise, et par des rôles dans l'organisation de la vie collective. Celui d'intermédiaire, entre collectivité(s) villageoise(s) et autorités diverses, s'avère des plus décisifs³ ».

Tout en étant le plus approchant du nôtre, ce thème de recherche est différent. Toutefois, il existe un point commun dans la démarche méthodologique. La réflexion n'est pas partie d'une définition des élites en termes de catégorie sociale; au contraire son but était d'aboutir à une définition. Et cette définition obtenue par les journées de Flaran, qui vient d'être citée, ne peut être figée. « Ces élites rurales vivent d'interrelations multiples entre groupes sociaux, entre villages et villes ou état⁴. »

Le rapprochement dans cet ouvrage de treize études qui s'interroge sur les élites impliquées dans le progrès agricole dans des lieux et temporalités allant du XVI^e au XX^e siècle permet d'aboutir à une définition dynamique de ces élites, autour de trois temps forts. La première partie est centrée sur des personnalités du XVI^e au XVIII^e siècle: princes, gentilshommes et importants fermiers, en cherchant à déterminer les motivations de cette élite – une minorité – qui s'investit dans le domaine agricole. Puis au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, les sociétés d'agriculture, encouragées par quelques précurseurs et les pouvoirs publics, réunissent un groupe nettement plus large de personnes qui sont incitées à réfléchir ensemble, à échanger leurs connaissances pour les diffuser. Enfin, à partir du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui, la volonté de diffusion s'est considérablement élargie. Cette dernière partie se penche sur le rôle controversé des grands propriétaires et des grands domaines. Fut-il bénéfique ou non? Comment de grands notables conservateurs et catholiques, ont-ils pu agir pour faire partager la volonté de changement technique, et ainsi élargir l'élite du progrès agricole?

Plutôt que d'envisager une édition bilingue de cet ouvrage, nous avons décidé de présenter tous les textes dans une version française, tout en offrant un résumé en anglais, assez bref pour les études et plus long pour la conclusion⁵. Nous espérons ainsi faciliter les échanges internationaux.

3. MENANT François et JESSENNE Jean-Pierre (ed.), *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, PU du Mirail, 2007, p. 320.

4. *Idem*.

5. Que soit remerciée Lynn HETHERINGTON-BLIN, MCF à l'Université Paul Valéry-Montpellier III, pour sa révision des textes anglais de ce volume ainsi que Lucienne NÉRAUD pour sa première vérification du texte présenté à Lisbonne.

Introduction abstract

Who were the men and women interested in new agricultural methods? Who were the men and women capable of introducing innovation and were actually in charge of seeing it through? This role was held to be a prerogative among the landowner elite.

Reconsidering the role played by the elite in agricultural progress was part of a research programme at the University of Maine, in the Laboratoire d'Histoire Anthropologique du Mans, now part of the Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO – UMR 6258). The expression 'agricultural progress' was employed although it was mainly not until 1750 and onwards that it became usual; it is nonetheless relevant for the whole modern period. Progress is to be understood as an increase in production and in revenue thanks to improvement in methods. It can also include economic and social improvements in lifestyle.

At the 2006 ESSHC conference in Amsterdam, I organized a session in order to place this research in an international perspective. The overview has been largely extended to include the western world, leading to interesting comparative considerations. The thirteen studies to be found in this collection deal with Europe and America from the sixteenth century through to the twentieth century. The 2008 ESSHC conference in Lisbon has given us the opportunity to re-evaluate the findings⁶.

The book aims at giving a definition of the elites involved in agricultural progress. The thirteen studies about different areas and periods from 16th to 20th centuries lead to a dynamic definition. After a short glimpse at the historiography, three main points that run like a leitmotif throughout this collection will be dealt with: 1. Who were the people who actually made up this active elite and what was their motivation? 2. What were their methods? 3. Did their endeavours actually lead to progress?

Research on the elite has been abundant, particularly in regards to their cultural and political role. In contrast, the role of the elite in agricultural modernization has not been the subject of any in-depth studies. The fact is traditional ideas were so deeply inbred that this topic was simply neglected. An international approach however reveals important disparities in the historiography, due to diverse political contexts in the countries concerned. Two predominant views can be seen to co-exist. The first one is an extolling of the notables. In the 1750s, the Physiocrats and other enlightened economists, such

6. The 2006 EHSSC session was organized by Nadine VIVIER with Laurent BOURQUIN, Stefan BRAKENSIEK and Richard HOYLE. The 2008 session was organized by Nadine VIVIER, chaired and discussed by Richard HOYLE. The panel gathered presentations by Ursula SCHLUDE, Alejandro TORTOLERO, Daniel SAMSON, Andrés VARI, and Nadine VIVIER gave some of the results of the research, up for discussion.

as the German Cameralists, praised the English model of large estates. They stated that only the landlords with their wealth and knowledge were capable of introducing innovation. This idea of a top-down movement going from the elite up at the top down to the rural masses at the bottom was a widespread notion, at least in England, France and Western Germany.

In contrast, according to the second view, imminent landlords were held liable for economic backwardness in the countries where latifundia covered most of the territory and where the rural masses were illiterate. Landlords have thus been viewed either as agents of innovation, mainly in the nineteenth century (ex: Cavour, Jacini) or as a backward force and a passive class. As early as the beginning of the twentieth century, especially after the creation of communist parties, the prevailing opinion and historiography considered them as major obstacles to progress. Social unrest in the countryside and the demand for agrarian reform went hand in hand with criticism of the old aristocracy, responsible for agricultural backwardness and, as a consequence, for global economic backwardness (in Germany and Italy, 1919). The demands for change met with success in Spain where the Second Republic dispossessed large landowners (Carmona). In Mexico, the hacienda system was seen by historians as a major cause of the revolution (Tortolero).

Research today offers a more nuanced and moderate view, leading to more questions and challenging the opposing and simplistic views of the past. Close attention has been paid to individuals (instead of classes) and to small peasants. Moreover, historians have tried to detach themselves from political considerations and to be more attentive to many newly discovered documents made available. The renewal of this theme is closely related to the recent shift in ideologies and to the revision of the historiography of the English model, one which has been losing its status as the only ideal form of development. The annual meeting, les Journées de Flaran, focused in 2005 on rural elites, conceived as a social group comprise between the aristocracy and the peasantry⁷. Their research theme is different from ours but the common point concerns the methods: in both cases, there is no preliminary definition of elite as a group; the goal of the studies is to lead to a definition which proves not to be static throughout the centuries.

The present volume is divided in three chapters. The first one focuses on princes, lords and important farmers who were involved in agricultural progress during 16th to 18th century and the four studies try to determine which the motivations of this small elite were. Then, in the second part of 18th c. agricultural societies were created; their members, enlarged elite, had the mission of meditating the improvements, and debating with other provincial and foreign societies. In the

7. MENANT François et JESSENNE Jean-Pierre (ed.), *Les élites rurales dans l'Europe médiévale et moderne*, PU du Mirail, 2007, p. 320.

third period, from 19th c. on, the necessity of spreading knowledge stand out. The studies look at the controversy on the role played by large landowners. Were they active and how could conservative catholic landowners behave in order to involve new people, enlarge the elite of agricultural progress?

In this French version, English abstracts are provided in order to facilitate international discussion⁸.

8. We are grateful to Lynn HETHERINGTON-BLIN, MCF, University Paul Valéry-Montpellier III, who improved the English version of the introduction and conclusion and provided the abstracts, and to Lucienne Néraud who checked the paper presented in Lisbon.